

## Où va la Grèce ? Les travailleurs trouveront-ils une issue à la barbarie capitaliste qui les guette ?

*Dimanche 12 février, le parlement grec a adopté un nouveau plan d'austérité (le quatrième en deux ans et incontestablement le plus violent) pour pouvoir continuer à bénéficier du soutien financier de la Troïka (Union Européenne, Fond Monétaire International, Banque Centrale Européenne). Et ce malgré une immense protestation populaire. L'artifice d'un gouvernement d'union nationale, technocrate et apolitique, a vécu. La lutte de classe s'affirme dans toute sa crudité et les institutions européennes aux mains des grandes bourgeoisies montrent clairement de quel côté elles se situent, et jusqu'où elles sont prêtes à aller pour saigner les travailleurs et la jeunesse grecs. C'est que pour les bourgeoisies de l'UE, il ne s'agit pas simplement d'éviter, coûte que coûte, que la Grèce fasse défaut : il s'agit également pour elles de faire un exemple afin d'essayer de montrer aux prolétariats de toute l'Europe qu'il n'est pas possible de s'opposer aux diktats du capital, qu'il ne sert à rien de lutter et qu'il n'y a donc pas d'autre solution que de se résigner. Si les masses grecques parvenaient à défaire l'opération en cours pour le pulvériser, cela aurait des conséquences incalculables dans toute l'Europe, encourageant partout les travailleurs en colère contre les coups des patrons et de leurs gouvernements, mais en partie découragés et sans perspective en raison de la politique des réformistes et des directions syndicales, à une lutte de masses contre leurs ennemis.*

### **Dimanche 12 février : une journée de mobilisation historique**

La mobilisation a été gigantesque. Après deux journées de grève, vendredi 10 et samedi 11 février (où 20 000 grecs ont manifesté à Athènes selon la police), la population s'est rassemblée à partir de 17h devant le parlement : la police a compté plus de 80 000 personnes (20 000 à Salonique), sous-estimant certainement de beaucoup la mobilisation.

La répression a été féroce (plusieurs dizaines d'hospitalisation) : arrestations préventives le matin, gazage de manifestants pacifiques (dont Mikis Theodorakis, intellectuel de 86 ans, symbole de la résistance au nazisme et à la dictature des colonels) etc. Malgré cela, les manifestants sont restés jusque très tard dans les rues, défiant les forces de répression. La manifestation a tourné à l'émeute, et des dizaines de bâtiments ont pris feu, des banques et des magasins ont été saccagés, une armurerie a été dévalisée, des postes de police attaqués.



La foule rassemblée devant le parlement dimanche 12 février

## **Pourquoi ce nouveau plan ?**

Les trois conditions de l'aide à la Grèce posées au sommet européen d'octobre par les grandes bourgeoisies d'Europe sont déjà dépassées car impossibles à tenir :

- la dette ne doit pas dépasser 120% du PIB en 2020, par rapport au 170% d'aujourd'hui. Mais même ce niveau ne semble pas atteignable ni supportable par la Grèce, vu la fragilité de son économie
- les nouveaux crédits donnés à la Grèce ne doivent pas dépasser 130 milliards d'euros. On estime qu'il faudrait entre 10 et 15 milliards de plus au minimum
- seuls les créanciers privés doivent subir des pertes, pas la BCE ni les États. Étant donné que ces créanciers privés détiennent plus de la moitié de la dette grecque, cela suppose des pertes colossales de leur part. La BCE, quant à elle, pourrait éventuellement renoncer aux intérêts des prêts d'Athènes, même si elle s'y refuse encore pour le moment.

Le problème n'est pas seulement le déficit public que le manque de compétitivité : coût du travail (relativement à la productivité) trop élevé. D'où un déficit commercial très important et pas soutenable. Dans le cadre bourgeois, trois « solutions » s'offrent à la Grèce :

- le défaut de paiement et la sortie de l'euro (même si on peut aussi imaginer un défaut de paiement total et le maintien dans l'euro)
- des transferts permanents depuis les pays compétitifs de la zone (comme par exemple avec la Corse ou la Guadeloupe à l'intérieur de la France)
- une « dévaluation interne » (baisse drastique du coût du travail) faute de pouvoir dévaluer la monnaie nationale (qui n'existe plus)

Les politiques européens ont choisi résolument la voie de la « dévaluation interne ». Il ne s'agit pas de simplement rétablir l'équilibre des comptes publics mais de structurellement abaisser les salaires (publics comme privés) et les minima sociaux. C'est une solution plus lente (mais plus solide) qu'une dévaluation du taux de change, pour atteindre l'objectif d'une baisse des prix nationaux par rapport aux prix étrangers. Pendant la période de transition, la demande s'écroule et le chômage explose. Cependant, une fois que le niveau de vie des travailleurs s'est suffisamment abaissé, l'accumulation capitaliste peut reprendre. La Lettonie a suivi cette politique rapide et brutale en 2008. Le taux de chômage est passé de 6% à 20% en un an, avant de redescendre autour de 15%. Le PIB s'est contracté de 20% en 2009, mais s'est stabilisé en 2010.

## **Les principales mesures votées en bloc par le parlement grec**

*La simple austérité n'est donc plus une option : des ajustements drastiques sont nécessaires pour maintenir la zone euro dans son périmètre actuel. Si le plan de Papadémos / Troïka ne s'applique pas, c'est la faillite assurée, ce que les autorités européennes ne manquent pas de rappeler.*

- Réduction de 20 à 25% des salaires, en commençant par le salaire minimum (actuellement de 761€ brut / mois, il serait donc autour de 470€ net / mois (pour les jeunes de moins de 25 ans, cela sera 10% de moins, soit autour de 400€ par mois)
- Réduction de 20% des retraites de plus de 1 000 euros par mois
- Réductions de 20 à 30% dans les retraites complémentaires de plus de 150 euros par mois
- Licenciements dans les forces armées, la santé et l'éducation pour les employés sans-statut permanent
- Abolition du droit des salariés à un poste permanent
- Ouverture immédiate des professions fermées
- Mise en place de zones économiques spéciales assorties d'incitations fiscales pour l'investissement et le travail
- Suppression de 15 000 postes dans les fonctions publiques pour 2012, 150 000 d'ici 2015
- Privatisation de six entreprises publiques au premier semestre 2012, à savoir la compagnie des eaux d'Athènes et du Pirée (EYDAP), de Thessalonique (EYATH), la compagnie publique de gaz naturel

(DEPA), le gestionnaire du système national de gaz naturel (DESFA), les Pétroles Helléniques (ELPE) et l'organisme de paris sportifs (OPAP)

- Vente de Hellenic Petroleum au premier semestre 2012
- Fermeture de l'Organisme du logement pour les travailleurs (OEK) et du «foyer ouvrier» (OEE)
- Suppression du faible taux de la TVA appliqué aux îles

## **Crise politique aigüe**

La majorité gouvernementale se délite, et se réduit à 193 députés sur 300 : avant le vote à l'assemblée, les 4 ministres du LAOS (extrême droite) ainsi que 2 ministres du PASOK ont démissionné. 22 députés du PASOK et 21 députés de la « Nouvelle démocratie » (parti de droite) ont refusé de voter le mémorandum, et ont été immédiatement exclus de leurs partis.



*De gauche à droite : Georges Karatzaferis (dirigeant du LAOS), Antonis Samaras (dirigeant de la « Nouvelle démocratie»), le 1<sup>er</sup> ministre Lucas Papademos, et l'ex-1<sup>er</sup> ministre PASOK George Papandreou (le 29 janvier)*

Ainsi, pour Papademos, la première étape est de consolider la majorité dont il dispose avant des élections à haut risque prévues en avril. Après le départ de l'extrême droite, un PASOK à l'agonie (autour de 10% des intentions de vote), et le principal parti de droite qui commence à perdre des éléments, Papademos peut s'inquiéter. La situation pourrait vite se dégrader au vu de l'immense pression populaire. D'où les appels pathétiques du Premier Ministre qui répète que le peuple Grec n'a le choix qu'entre lui et le chaos.

Il faut ensuite amadouer les bureaucraties syndicales. Même si elles se sont déclarées prêtes à discuter du gel des salaires, et dénoncent en cœur avec le patronat grec la gabegie de l'État, elles subissent elles aussi la pression des masses, et ce d'autant plus qu'elles craignent de se voir débordées sur leur gauche. Elles ne peuvent que rejeter le plan de Papademos, du moins dans la version présente.

Enfin, le gouvernement doit appliquer rapidement les mesures votées pour ne pas laisser l'occasion de les défaire aux prochaines élections. Les législatives anticipées, originellement prévues pour le 19 février, ont été repoussée en avril. Les sondages actuels donnent 40% d'intention de vote aux forces situées à gauche du PASOK (staliniens du KKE, antilibéraux de Syriza et de la Gauche démocratique – scission de droite de Syriza–, et anticapitalistes d'Antarsya). Une éventuelle d'un « Front de gauche » local est peu probable, compte tenu de la division entre ces organisations et de leurs désaccords (restructuration de la dette pour les antilibéraux et maintien dans l'UE pour les antilibéraux, sortie de l'euro et annulation de la dette pour le KKE). Du reste, les antilibéraux grecs ne semblent pas pressés de prendre le pouvoir. Syriza reste dans l'optique de ramener le PASOK à gauche, le KKE, plus radical en paroles, défend les institutions en place (son service d'ordre allant jusqu'à protéger le parlement des émeutiers qu'il qualifie de « provocateurs gauchistes », voir « d'anarcho-fascistes »!). Toutefois, même si ces forces restent minoritaires, un gouvernement ne disposant que d'une majorité réduite

n'inspirerait pas grande confiance aux marchés et aurait du mal à mener sans encombre l'écrasement du prolétariat grec et de ses organisations, nécessaire à l'application du nouveau plan d'austérité.

La situation politique en Grèce est entrain de franchir un nouveau cap : les mécanismes habituels de domination de la bourgeoisie semblent sur le point de s'épuiser. Les élections parlementaires, l'alternance droite/gauche, les obligations impliquées par l'appartenance à l'UE et la concertation avec la bureaucratie syndicale ne sont plus à même de contenir des travailleurs et des jeunes déjà appauvris par les premiers plans d'austérité et qui n'ont plus de quoi vivre — on voit réapparaître la faim et les épidémies en Grèce, dans un pays capitaliste d'Europe ! Les nombreuses défections de parlementaires du PASOK, mais aussi de la ND et le refus de la bureaucratie syndicale d'accepter le plan d'austérité malgré l'extrême pression des grandes bourgeoisies de l'UE et de la bourgeoisie grecque montrent que la pression des masses a atteint un niveau sans précédent.

### **Une seule solution : un gouvernement des travailleurs qui annulerait la dette, romprait avec l'UE capitaliste, et socialiserait les moyens de production !**

Les travailleurs grecs doivent affronter leur propre gouvernement et l'ensemble des bourgeoisies européennes. Ils doivent aussi faire face aux bureaucraties syndicales et aux réformistes qui cherchent à canaliser leur colère, jouent le jeu des institutions, et attendent tranquillement les élections, où ils espèrent quelques gains substantiels.

Une faillite désorganisée de la Grèce, provoquée par la lutte de classes, aurait des conséquences économiques et politiques dans toute l'UE. Les antilibéraux voudraient nous faire croire que le financement des déficits publics par la BCE serait alors une solution. C'est un mensonge. Cela est un « plan B » pour la bourgeoisie qui, si elle ne parvient pas à imposer directement des baisses de salaires, pourrait avoir recours à la planche à billets pour engendrer de l'inflation et donc baisser les salaires réels. C'est ce que Paul Krugman (idole des antilibéraux) a avoué sans détour : *« L'inflation n'est pas le problème, c'est la solution (...) Pour restaurer la compétitivité en Europe, il faudrait que, disons d'ici les cinq prochaines années, les salaires baissent, dans les pays européens moins compétitifs, de 20 % par rapport à l'Allemagne. Avec un peu d'inflation, cet ajustement est plus facile à réaliser (en laissant filer les prix sans faire grimper les salaires en conséquence) »*.

En l'absence d'un parti révolutionnaire solidement implanté chez les travailleurs et face aux appareils bureaucratiques politiques et syndicaux, la partie est difficile. Pourtant, l'auto-organisation se développe<sup>1</sup> et le rôle des révolutionnaires est de tout faire pour la renforcer, tout en lui donnant des perspectives politiques claires. C'est ce que, autant que nous pouvons en juger, tentent de faire l'OKDE Spartakos, au sein de la coalition anticapitaliste Antarsya. De façon claire, ils mettent en avant un programme de transition qui constitue la seule alternative aux politiques bourgeoises qui matraquent les travailleurs :

- Pour l'annulation de la dette publique !
- Pour l'expropriation des banques et des grands groupes capitalistes !
- Pour la rupture avec l'UE capitaliste, pour la sortie de la monnaie unique du capital !
- Pour un gouvernement des travailleurs pour mettre en œuvre toutes ces mesures et relancer la production sous contrôle ouvrier !

Plus que jamais, la solidarité avec le peuple grec est à l'ordre du jour. D'abord parce que ses oppresseurs se trouvent aussi chez nous : les banques françaises qui détiennent une partie de la dette grecque, l'UMP et le PS qui soutiennent la soi-disant « aide » à la Grèce, prétexte à une gigantesque saignée. Mais aussi par ce que les attaques là-bas préfigurent celles qui viendront ici. Tout ce que les capitalistes n'auront pas réussi à faire payer aux travailleurs grecs, ils iront le chercher ailleurs.

**Kolya Fizmatov**

---

<sup>1</sup> Un hôpital grec sous contrôle ouvrier : cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=1441>